COMPTE RENDU CTL DU 19/12/2016

Vos élus de Solidaires Finances Publiques étaient convoqués le 19 Décembre 2016 pour un comité technique local. Cette deuxième convocation (boycott de la première en date du 6/12/2016) se faisait dans un contexte particulièrement tendu nationalement, mais aussi localement.

En effet, depuis le mois d'octobre jusqu'au point culminant du 15/11/2016, journée de grève nationale à la DGFIP, tous les départements étaient mobilisés de façon significative pour dénoncer la politique dévastatrice en place dans notre administration.

La réponse apportée par l'administration à cette mobilisation a été clairement en deçà de tout... Aucune discussion possible nationalement et 1538 suppressions d'emplois pour 2017 (27 en Isère).

Localement, nous n'étions pas en reste quant à la réponse, mais l'attaque est nettement plus ciblée et pernicieuse.

En effet, les collègues mobilisés ce jour-là sur une action COLLECTIVE à Vienne se sont vu adresser un « gentil petit courrier » émanant du directeur en personne (rien que ça !) sous pli personnel et confidentiel.

Ce courrier sera porté à votre connaissance dans les jours qui viennent, accompagné de notre réponse (...) et vous comprendrez alors comment sont dorénavant « traités » ceux qui osent encore réagir COLLECTIVEMENT.

Ces attaques sont aujourd'hui graves, inacceptables, et sont monnaie courante dans de plus en plus de départements.

Pour toutes ces raisons, vos élus ne pouvaient participer à un simulacre de dialogue social, comme si tout allait bien et que rien ne s'était passé !

C'est pourquoi nous avons quitté le CTL après lecture de la déclaration liminaire, ci-dessous en copie.

« Monsieur le Président,

Cette instance se tient dans un moment tout particulier pour l'avenir de la DGFIP, mais également dans un contexte local fortement attaqué.

Concernant la DGFIP, celle-ci subit depuis des années, et particulièrement les dernières, des arbitrages dévastateurs qui ont profondément affaibli l'exercice des missions et la vie quotidienne des agents dans leurs services :

- industrialisation des tâches,*
- réorganisations/concentrations des services,*
- processus de départementalisation et de régionalisation des missions.*

Aucun métier n'est épargné dans la période.

Dans le même temps, les emplois non pourvus, en nombre toujours plus grand, mais aussi les contraintes budgétaires courantes, font que la Direction Générale n'a pas les moyens des objectifs qu'elle affiche et impose en force une dégradation majeure de la vie du réseau.

Ce cri d'alarme est inlassablement porté par les organisations syndicales, au premier rang desquelles Solidaires Finances Publiques, mais aussi par les personnels qui constatent avec nous que, vraiment, « trop c'est trop ».

C'est dans cette situation déplorable que le Directeur Général vient d'écrire aux agents pour se féliciter d'avoir obtenu 500 suppressions de moins au PLF 2017. Avec encore 1538 suppressions de postes en 2017, dont 27 en Isère, souhaite-t-il qu'on lui chante « merci patron » dans les services ?

Nous pensons, pour notre part, que l'urgence serait que tous les acteurs et actrices de notre vie administrative expriment la nécessité vitale de desserrer l'étau de l'austérité sur notre Ministère. Nous espérons, sur ce point, que l'encadrement de notre direction locale ait fait ressortir autre chose que le fameux « devoir d'obéissance ou de loyauté » (devoir de loyauté non mentionné d'ailleurs dans les statuts du fonctionnaire). La « vraie vie » du réseau doit être abordée avec un soutien à ceux et celles qui font vivre la collectivité DGFIP. Les propos récurrents du types « nous appliquons » et « on ne peut pas faire autrement » ne sont plus acceptables. C'est un sursaut majeur qui est nécessaire pour l'avenir de la DGFIP, et la hiérarchie doit l'exprimer clairement à son tour. Malheureusement nous sommes plus dans un vœu pieu que dans la réalité !

Car oui, Monsieur le Président, la réalité est tout autre, et pour notre département, nous évoquerons 2 sujets parmi tant d'autres pour l'illustrer :

Le premier concerne un point à l'ordre du jour de ce CTL : la modification des horaires d'ouverture de la trésorerie de Mens. Nous ne reprendrons pas ici le mail d'un collègue de ce poste nous appelant au secours, vous en avez eu connaissance à la lecture de notre liminaire au CTL du 11 Octobre 2016.

A la suite de cet appel à l'aide, le Directeur a envoyé ses représentants sur site afin de rencontrer les collègues et leur proposer des solutions... Il en est ressorti certes quelques pistes, mais rien en soi qui règle le problème de fond. Par ailleurs, dès septembre Solidaires Finances Publiques 38 vous demandait la tenue d'un CHS-CT extraordinaire en urgence. Après une relance de notre part ce dernier aura lieu le 31/01/17 !!! pour la réactivité on aura vu mieux... Ceci étant, sachez que les agents de Mens ne sont pas dupes et qu'ils ont bien conscience que cette modification d'horaire est malheureusement encore « un recul de notre service public. Et bien que dégageant un peu de temps pour la personne à l'accueil c'est bien trop peu au regard de sa charge de travail ».

Enfin, le deuxième sujet illustre au combien vos soi disant soutien et compassion...

La réponse du directeur des Finances Publiques de l'Isère est à l'opposé du soutien attendu...

Pour rappel, le 15 novembre 2016, les agents étaient appelés à se mobiliser et à être en grève pour dénoncer les réorganisations incessantes, amenant une industrialisation des missions, mettant en application le « faire toujours plus avec toujours moins », et dégradant, de fait, dangereusement les conditions de travail mais aussi la santé des agents.

Cette journée nationale à la DGFIP devait également permettre aux agents de pouvoir s'exprimer de façon collective, et de stopper votre politique d'individualisation.

Aujourd'hui, non seulement les réformes sont imposées et subies, mais voilà maintenant que la réaction des agents pour s'y opposer est immédiatement sanctionnée par des menaces.

Monsieur le directeur des Finances Publiques de l'Isère est donc bel et bien un zélé serviteur d'une idéologie politique !

Le courrier adressé sous pli « personnel et confidentiel » aux agents présents sur l'action du 15/11 à VIENNE est totalement inacceptable et indigne. Sachez que nous porterons à la connaissance des agents ces nouvelles méthodes par une réponse « personnelle et non confidentielle » à monsieur le directeur.

Vous l'aurez compris, Monsieur le président, la définition du dialogue social de notre Directeur est bien différente de la nôtre et nous ne cautionnons pas ces dérives. En conséquence nous ne participerons pas à ce simulacre de dialogue. »